

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

LA FONCIERE DE SHERY

société par actions simplifiée au capital de 8 000 €
immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 839 803 830
dont le siège social est situé à Paris (75008) - 5, rue Lincoln

Avis des Co-Administrateurs Judiciaires de la société LA FONCIERE DE SHERY aux titulaires d’obligations –
Modalités de répartition et de calcul des voix au sein des classes

(Articles L. 626-30, V, R. 626-58 et R. 626-61 du Code de commerce)

Par jugement en date du 7 novembre 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a prononcé l’ouverture d’une procédure de redressement judiciaire à l’égard de la société LA FONCIERE DE SHERY, ci-après la société « **SHERY** », et a désigné :

- La SELARL AJASSOCIES, prise en les personnes de Maîtres Franck MICHEL et Maxime LEBRETON, en qualité de Co-Administrateurs Judiciaires avec mission d’assistance
- La SELAFA MANDATAIRES JUDICIAIRES ASSOCIES, prise en la personne de Maître Valérie LELOUP-THOMAS, en qualité de Mandataire Judiciaire

Par ordonnance en date du 30 octobre 2025, Monsieur le Juge-Commissaire a autorisé la constitution de classes de parties affectées dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire ouverte à l’égard de la société SHERY.

Le présent avis a pour objet d’informer les titulaires d’obligations, dont les créances ont été déclarées au passif de la société SHERY, des modalités de répartition et de calcul des voix au sein des classes de parties affectées.

I. Modalités de répartition au sein des classes de parties affectées

Conformément à l’article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient aux Co-Administrateurs Judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d’une communauté d’intérêt économiques suffisante.

Les classes constituées dans le cadre de la présentation du projet de plan de la société SHERY sont les suivantes :

Classe de parties affectées	Critères objectifs vérifiables	Créances
Classe n°1 - Créanciers fiscaux garantis	(i) le fait générateur des créances dont sont titulaires les parties affectées de cette classe trouve sa source dans la réglementation fiscale ; (ii) les créances bénéficient du privilège du trésor.	344 320,86 €
Classe n°2 - Créanciers sociaux garantis	(i) le fait générateur des créances dont sont titulaires les parties affectées de cette classe trouve sa source dans la réglementation sociale ; (ii) les créances bénéficient du privilège des caisses de sécurité sociale.	6 974,50 €
Classe n°3 - Créanciers financiers garantis	(i) les créances dont sont titulaires les membres de cette classe sont de nature bancaire ou financière ; (ii) les membres de cette classe ont déclaré des créances assorties de sûretés réelles portant sur les actifs de la société SHERY.	12 163 237,66 €
Classe n°4 - Syndicats de copropriétaires garantis	(i) les membres de cette classe sont des syndicats de copropriétaires ; (ii) les créances dont sont titulaires les membres de cette classe ont été déclarées à titre privilégié sur le fondement de l’article 2374 du Code civil.	7 257,04 €
Classe n°5 - Créanciers non garantis	(i) le fait générateur des créances de cette classe trouve notamment sa source dans la livraison de biens, la prestation de services ou sont de natures bancaires ou financières ; (ii) les membres de cette classe ont déclaré des créances non assorties de sûretés réelles portant sur les actifs de la société SHERY ; (iii) les parties affectées membres de cette classe sont des sociétés au sein desquelles la société HOLDING FONCIERE DE L’IMMOBILIER, la société SINDY MANAGEMENT ou sa présidente, n’exerce actuellement pas de mandat social.	3 973 372,46 €

Classe n°6 - Créanciers intragroupes	(i) les parties affectées membres de cette classe sont des sociétés au sein desquelles la société HOLDING FONCIERE DE L'IMMOBILIER, la société SINDY MANAGEMENT ou sa présidente, exerce un mandat social ; (ii) les créances des créanciers membres de cette classe ne sont pas garanties sur les actifs de la société SHERY.	1 064 146,50 €
Total		17 559 309,02 €

Les titulaires d'obligations sont affectés comme suit :

Classe	Représentant(s) de la masse	Identification des obligataires affectés
Classe n°3	WISEED	RASPAIL : Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 24/01/2023 pour un montant en principal de 807 300 €, portant intérêt au taux de 10 % l'an et venant à échéance le 18/02/2024.
Classe n°5	BALTIS / Monsieur Alexandre TOUSSAINT	29 QUINET : Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 13/03/2023 pour un montant en principal de 280 000 €, portant intérêt au taux de 10 % l'an payable in fine à terme échu et venant à échéance le 29/03/2025. PETITES ECURIES : Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 25/04/2023 pour un montant en principal de 650 000 €, portant intérêt au taux de 10 % l'an payable in fine à terme échu et venant à échéance le 05/05/2025.
	PS TRUSTEE (en remplacement de KOREGRAF)	ELYSEES-BELLEVILLE : Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 22/03/2023 pour un montant en principal de 560 000 €, portant intérêt au taux de 10 % l'an et venant à échéance le 11/10/2025.
	Madame Patricia DEMEE / Monsieur Jean-Yves LECRIVAIN (en remplacement de KOREGRAF)	SAINT-QUENTIN : Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 5/04/2023 pour un montant en principal de 365 360 €, portant intérêt au taux de 10 % l'an et venant à échéance le 5/11/2025.
	Monsieur Bernard WEILL	Obligations émises par la société SHERY en application de l'emprunt obligataire du 06/10/2022 pour un montant en principal de 1 050 000 €, portant intérêt au taux de 10,5 % l'an et venant à échéance le 15/10/2024.

II. Modalités de calcul des voix au sein des classes de parties affectées

Le montant des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées est arrêté par les Co-Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626-30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Celui-ci correspond au montant des créances indiqué au sein de l'attestation établie par l'expert-comptable de la société SHERY sur la base du passif déclaré auprès du Mandataire Judiciaire.

Le montant arrêté pour le calcul des voix ne préjuge pas de l'admission définitive des créances, qui elle seule déterminera le remboursement auquel les créanciers pourront prétendre dans le cadre du plan projeté, conformément aux dispositions applicables.

Les voix attribuées aux titulaires d'obligations au sein des classes se présentent comme suit :

Classe	Identification des obligations affectées	Montant des créances tel que déclaré	Proportion des voix au sein de la classe
Classe n°3	WISEED / RASPAIL	865 425,60 €	7,12 %
	Total obligataires classe n°3	865 425,60 €	7,12 %
Classe n°5	BALTIS / 29 QUINET	338 910,56 €	8,53 %
	BALTIS / PETITES ECURIES	762 028,37 €	19,81 %
	PS TRUSTEE / ELYSEES-BELLEVILLE	711 572,82 €	17,91 %
	Madame DEMEE et Monsieur LECRIVAIN / SAINT-QUENTIN	464 371,56 €	11,69 %
	Monsieur Bernard WEILL	1 243 738,33 €	31,30 %
	Total obligataires classe n°5	3 520 621,64 €	88,61 %

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance déclarée au passif de la société SHERY, par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Co-Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 alinéa 5 du Code de commerce, la décision de chaque classe sur le projet de plan est prise à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote.

En application de l'article L. 626-30, I du Code de commerce, applicable à la procédure de redressement judiciaire par renvoi de l'article L. 631-19 du même code, seules les parties affectées sont appelées à se prononcer sur le projet de plan de redressement de la société SHERY.

Conformément aux dispositions des articles L. 626-30-V et R. 626-58-1 du Code de commerce, « *en cas de désaccord [quant aux modalités de répartition en classes et de calcul des voix], chaque partie affectée, le débiteur, le ministère public, le mandataire judiciaire ou l'administrateur peut saisir le juge-commissaire suivant des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat* », soit dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis.

*
* *

Les convocations au vote sur le projet de plan, les modalités du déroulement de celui-ci et le projet de plan de redressement seront communiqués aux parties affectées ultérieurement par les Co-Administrateurs Judiciaires, conformément aux textes applicables.

Nous rappelons enfin que :

- tous les échanges relatifs à la constitution et à la consultation des classes de parties affectées de la société SHERY doivent s'effectuer par courriel et uniquement à l'adresse email suivante : shery-cpa@ajassocies.fr

Il vous appartient de nous faire connaître par tout moyen vos coordonnées électroniques auxquelles pourront vous être notifiées les informations relatives à la constitution et à la consultation des classes de parties affectées de la société SHERY.

L'ensemble de ces informations sont également portées à la connaissance des représentants des masses obligataires.

- tous transfert de tout ou partie des créances affectées que vous détenez doit nous être notifié par le nouveau titulaire de la créance par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception (à l'adresse suivante : AJASSOCIES, 90, boulevard Flandrin, 75116 PARIS) et par voie électronique (à l'adresse suivante : shery-cpa@ajassocies.fr) conformément à l'article R. 626-57 du Code de commerce. Le cessionnaire ne sera admis à exprimer un vote qu'à compter de la réception de la notification du transfert de la créance, laquelle doit intervenir antérieurement à la date du vote (laquelle date vous sera communiquée au moment de la convocation au vote).
- au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis, **l'existence d'un accord de subordination** que vous auriez conclu avant l'ouverture de ladite procédure de redressement judiciaire. A défaut, cet accord de subordination est inopposable à la procédure.